

*Initiatives ministérielles*

En 1980, nous—et quand je dis «nous» je veux dire le gouvernement et les Canadiens—avons accepté 100 000 réfugiés de la mer vietnamiens d'un seul coup, indépendamment de toutes les catégories d'immigrants au cours de ces années. Il était dans notre intérêt d'essayer de sensibiliser le pays, c'est-à-dire d'amener les Canadiens à accepter ces immigrants ainsi que la contribution qu'ils allaient apporter à notre pays. Pourtant, à peine quelques années plus tard, le gouvernement d'en face a bloqué l'admission de 157 personnes au motif qu'il s'agissait d'une urgence nationale.

La réalité, c'est que le niveau de popularité du gouvernement était très bas, que certains Canadiens étaient enthousiastes à l'idée d'accueillir 157 réfugiés de la mer, tandis que d'autres étaient inquiets, et que le gouvernement a par conséquent profité de la situation en exagérant le problème et en ternissant l'image du Canada en tant que terre d'accueil pour les réfugiés. En fait, cette image est un peu plus ternie à chaque jour.

Il est facile maintenant pour le gouvernement de déposer un projet de loi et de dire qu'il veut reprendre le contrôle de la situation et faire en sorte que les gens respectent la loi. Personne ne conteste cela. Nous avons dit précisément la même chose à tous les ministres conservateurs de l'Immigration qui se sont succédé et ceux-ci nous ont promis un système pratique et équitable qui ne constituerait un fardeau ni pour le gouvernement ni pour les contribuables. Il y a maintenant près de sept ans que nous attendons que ce soi-disant meilleur système commence à porter fruit.

Il est très facile pour le gouvernement d'essayer de donner l'impression qu'il fait preuve de fermeté, particulièrement en période économique difficile. Pourquoi agit-il ainsi? C'est parce qu'en période économique difficile comme celle que nous vivons actuellement, il y a un risque que des Canadiens sans emploi commencent à voir d'un mauvais oeil l'arrivée d'immigrants. En effet, ces chômeurs se disent qu'au lieu d'accueillir de nouveaux immigrants, le Canada devrait commencer par donner des emplois aux Canadiens qui en ont besoin, quitte ensuite à ouvrir les portes un peu plus grandes lorsque la situation se sera améliorée.

C'est la raison pour laquelle la date du dépôt de projet de loi n'est pas une coïncidence. Le gouvernement essaie de faire croire qu'il agit de façon professionnelle et qu'il se préoccupe de la question, alors qu'en fait il a laissé passer de nombreuses occasions d'agir au cours des sept dernières années. Nous devons éviter de penser qu'en

raison du ralentissement économique le moment est mal choisi d'accueillir de nouveaux immigrants pour relancer notre économie et rebâtir notre pays. La plupart des études faites, tant au cours de périodes prospères que difficiles, révèlent qu'en fin de compte, lorsque tous les éléments sont pris en considération, le mouvement migratoire au Canada entraîne la création d'un nombre d'emplois net plus élevé. En effet, un certain nombre d'immigrants deviennent des entrepreneurs, créent des entreprises, prennent des risques et fournissent des emplois à d'autres personnes. Ces immigrants sont aussi des consommateurs et contribuent ainsi aux dépenses de consommation et à la croissance de la demande. Finalement, il faut honnêtement reconnaître que ces personnes acceptent aussi des emplois que, peut-être, vous et moi ne sommes pas intéressés à occuper.

La ligne entre le mythe et la réalité est très mince et le gouvernement ou le Parlement doit se montrer très prudent lorsqu'il envoie un message au sujet d'une question aussi délicate et émotive que l'immigration. Dans notre pays, l'immigration a joué un rôle très important, productif et favorable, et a permis de bâtir le pays que nous avons maintenant.

Nous devons continuer à insister sur le fait que nous ne demandons pas aux gens de venir au Canada parce que nous pensons que c'est une obligation qui nous incombe envers diverses collectivités culturelles. En fait, nous devons renforcer l'idée que l'immigration est l'un des outils sur lesquels nous devons pouvoir compter pour continuer à jouir du niveau de vie qui est le nôtre. La population canadienne est relativement petite et elle vieillit. La natalité diminue. L'économie a besoin de travailleurs que nos écoles et nos institutions sont parfois trop lentes à fournir. L'immigration n'est pas la solution miracle, mais c'est certainement une bonne option pour répondre aux besoins du pays et assurer son avenir.

Nous devons nous montrer fermes et disciplinés afin d'assurer le respect de nos dispositions législatives en matière d'immigration, mais nous devons aussi éviter d'adopter des lois qui se fondent sur des perceptions ou des mythes. Malheureusement, j'ai l'impression, de mon siège de ce côté-ci de la Chambre, que le gouvernement préfère fonder toute sa politique d'immigration sur des perceptions et des mythes au lieu de faire face à la réalité et de donner aux Canadiens une loi tenant compte de la véritable situation dans le domaine de l'immigration.